

# ACTION URGENTE

## CHINE. DES MILITANTS ONT ÉTÉ INculpÉS POUR AVOIR COMMÉMORÉ L'ANNIVERSAIRE DE LA RÉPRESSION DE TIANANMEN

Quatre militants ont été inculpés d'« incitation à la subversion de l'État » pour avoir produit et fait la promotion de leur propre *baijiu* (un alcool très consommé en Chine) commémorant le 27<sup>e</sup> anniversaire de la répression de Tiananmen. Ces hommes sont considérés comme des prisonniers d'opinion et doivent par conséquent être libérés immédiatement et sans condition.

Fu Hailu, Chen Bing, Zhang Jinyong et Luo Fuyu ont été officiellement inculpés d'« incitation à la subversion de l'État » le 24 mars 2017 pour avoir parlé de la production d'une étiquette pour un *baijiu* (un alcool chinois) commémorant le 4 juin 1989, date de la répression de la place Tiananmen. D'après l'acte d'accusation récemment rendu public par leurs avocats, les militants auraient utilisé les étiquettes et le « vin de commémoration » (*jinian-jiu*) pour « faire la promotion des événements du 4 juin sur Internet ». Les quatre militants sont actuellement détenus au centre de détention de la ville de Chengdu, dans la province du Sichuan (sud-ouest de la Chine).

L'acte d'accusation indiquait également que Zhang Jinyong, Luo Fuyu et Chen Bing auraient dépensé 9 000 yuans pour acheter le vin, les bouteilles et les bouchons dans un supermarché du Sichuan et qu'ils auraient utilisé des étiquettes indiquant « Souvenez-vous, Huit-Alcool-Six-Quatre » (*mingji baijiu liusi*), en référence à la date du 4 juin 1989, et « réserve privée de 27 ans d'âge, pas à vendre ». Luo Fuyu a été accusé d'avoir conçu une des étiquettes, que les trois autres militants auraient approuvée.

Le 26 mai 2016, Fu Hailu et Zhang Jinyong ont publié le message à propos du « vin de commémoration » sur Internet et ont fixé son prix à 89,64 yuans pour deux bouteilles, faisant une nouvelle fois référence à la date de la répression de 1989. Le message a été partagé par un grand nombre de personnes et Fu Hailu a vendu des dizaines de bouteilles avant son arrestation. Entre le 28 mai et le 21 juin 2016, des agents de la sécurité publique ont arrêté les quatre militants et ont trouvé 900 autres bouteilles vides et bouchons.

Les quatre militants n'ont pas été autorisés à voir leurs avocats au cours des étapes initiales de l'enquête, et n'ont pu voir un avocat pour la première fois que fin septembre 2016, plus de trois mois après leur arrestation.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en chinois ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à libérer Fu Hailu, Chen Bing, Zhang Jinyong et Luo Fuyu immédiatement et sans condition, car ils sont détenus uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur de veiller à ce que les détenus soient protégés de la torture et des autres formes de mauvais traitements, et à ce qu'ils puissent sans délai consulter leurs avocats et recevoir des visites de leur famille.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 28 JUIN 2017 À :

Directeur du centre de détention de la ville de

Chengdu

Zhengyilu

Anqingzhen

Pi Xian, Chengdushi 611731

Chine

Formule d'appel : Dear Director, /

Monsieur,

Procureur général

Lü Yao

Chengdu City People's Procuratorate

No. 216 Julelu

Wuhouqu, Chengdushi

Chine

Tél : +86 28 8778 2696

Formule d'appel : Dear Prosecutor

General, / Monsieur le Procureur général,

**Copies à :**

Premier ministre

Li Keqiang Guojia Zongli

The State Council General Office

2 Fuyou jie, Xicheng Qu

Beijing Shi 10017

Chine

Fax : +86 10 6596 1109 (via le ministère des

Affaires étrangères)

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la quatrième mise à jour de l'AU 138/16.

Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/4483/2016/fr/>

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## CHINE. DES MILITANTS ONT ÉTÉ INCULPÉS POUR AVOIR COMMÉMORÉ L'ANNIVERSAIRE DE LA RÉPRESSION DE TIANANMEN

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

En avril 1989, des manifestations organisées à l'instigation de plusieurs étudiants qui se réunissaient initialement pour honorer la mémoire du haut responsable du Parti communiste Hu Yaobang se sont propagées rapidement dans l'ensemble du pays. Les étudiants réclamaient qu'il soit mis fin à la corruption des fonctionnaires et appelaient à des réformes politiques et économiques. Leurs demandes ont emporté l'adhésion d'un large public. Des manifestations pacifiques ont eu lieu à Pékin et dans toute la Chine. Les autorités n'ont pas réussi à persuader les manifestants de rentrer chez eux. Compte tenu de l'escalade des tensions à Pékin, l'état de siège a été instauré le 20 mai 1989.

Dans la nuit du 3 juin 1989, des militaires lourdement armés et des centaines de véhicules blindés sont arrivés dans la ville pour mettre fin aux manifestations en faveur de la démocratie. De nombreux civils, dont des enfants et des personnes âgées, ont été abattus par des soldats. Le 4 juin 1989, l'armée avait pris totalement le contrôle de Pékin.

Fin juin 1989, les autorités chinoises ont publié un rapport officiel dans lequel elles affirmaient que « plus de 3 000 civils avaient été blessés et plus de 200, dont 36 étudiants, avaient trouvé la mort dans les émeutes ». Elles y indiquaient aussi que plusieurs dizaines de militaires étaient décédés. Pourtant, le gouvernement n'a jamais reconnu sa responsabilité dans les violations des droits humains qui ont eu lieu au cours de la répression militaire, et n'a jamais amené les responsables à rendre des comptes devant la loi. Chaque année, la justice devient plus inaccessible pour les membres des familles des centaines, si ce n'est des milliers, de personnes tuées ou blessées à Pékin et dans toute la Chine.

Immédiatement après la répression militaire, les autorités ont commencé à traquer les personnes qui avaient participé aux manifestations. De nombreux civils ont été arrêtés, torturés ou emprisonnés à l'issue de procès iniques. Beaucoup ont été inculpés de crimes « contre-révolutionnaires ». Bien que les infractions « contre-révolutionnaires » aient été supprimées du Code pénal en 1997, les affaires concernant des personnes déjà incarcérées pour de telles infractions, notamment celles ayant participé aux manifestations de 1989 en faveur de la démocratie, n'ont pas été réexaminées.

La position radicale du gouvernement à propos du réexamen de la répression de Tiananmen se reflète dans la façon dont il traite les personnes qui ont courageusement tenté de commémorer l'événement, comme les Mères de Tiananmen, une association de défense composée principalement de parents dont les enfants ont été tués lors de la répression militaire de 1989. La liberté de mouvement de ces personnes est restreinte, elles sont victimes de harcèlement et sont surveillées. Jiang Peikun, le mari de Ding Zilin et membre fondateur des Mères de Tiananmen, est mort en 2015 avant d'avoir pu obtenir justice pour son fils Jiang Jielian, abattu d'une balle dans le cœur la nuit du 3 juin 1989. Miao Deshun, la dernière personne (à la connaissance d'Amnesty International) en détention pour des activités directement liées à la répression militaire de 1989, a été libéré en octobre 2016.

Noms : Fu Hailu, Chen Bing, Zhang Jinyong, Lui Fuyu  
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 138/16, ASA 17/6262/2017, 17 mai 2017